

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 novembre 2014

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2014 – 229 INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS - REPARTITION
MODIFICATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 27 octobre 2014, s'est réuni le mardi 4 novembre 2014 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Marc GARNIER, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Ludovic BROSSY, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Franck BARBEY (prend part aux délibérations N°218 à 222)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Catherine BUTTY
- Monsieur André MASSON
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Madame Alexandra ARDISSON
- Madame Myriam LAZREUG
- Madame Magali CONESA
- Madame Frédérique CATTART
- Monsieur Damien VOARINO

ABSENTS :

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Monsieur Chems SALLAH (prend part aux délibérations N°230 et 231)

PROCURATION :

- Madame Catherine BUTTY à Madame Brigitte VIDAL
- Monsieur André MASSON à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Chems SALLAH à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Philippe DE FONTMICHEL
- Madame Magali CONESA à Monsieur Ludovic BROSSY
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Paul EUZIERE
- Monsieur Damien VOARINO à Mademoiselle Mekia ADDAD
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 4 NOVEMBRE 2014

**INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS - REPARTITION
MODIFICATION**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Cette délibération a pour objet de rapporter la délibération n° 2014-73 du 24 avril 2014 et de définir de nouvelles modalités de calcul de l'enveloppe maximale des indemnités de fonctions susceptibles d'être distribuées et de la répartir entre les élus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DRH	CHAPITRE 6531	418.500€

Monsieur le Maire expose :

VU la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu les articles L. 2121-20 et suivants et R.2123-23 du code général des collectivités territoriales,

VU le barème des traitements des fonctionnaires sur la base de l'indice brut 1015 ;

Vu la délibération n°2014-47 déterminant le nombre d'adjoints,

Vu la délibération n°2014-48 portant sur l'élection des adjoints,

Vu la délibération n°2014-73 portant sur la répartition des indemnités de fonction des élus,

Considérant les courriers de la Sous-préfecture des 23 juin 2014 et 15 octobre 2014,

Considérant que la commune de Grasse appartient à la strate de 50 000 à 99 999 Habitants,

Les fonctions d'élu local sont gratuites. Une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est toutefois prévue par le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune.

Son octroi nécessite une délibération.

Il est possible d'allouer des indemnités de fonction, dans la limite de l'enveloppe, au maire, adjoints et conseillers titulaires d'une délégation et aux autres conseillers municipaux (articles L2123-23, 24 et 24-1 du C.G.C.T.). Un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal sera joint à la délibération.

Le Maire propose à l'assemblée de fixer l'enveloppe financière mensuelle globale en incluant :

- l'indemnité du maire, 110% de l'indice brut 1015,
- le produit de 44 % de l'indice brut 1015 par 17 adjoints,

Dans la limite de cette enveloppe maximale, les indemnités sont proposées pour :

- Maire : 80% de l'indice brut 1015,
- 1^{er} Adjoint : 25% de l'indice brut 1015,
- Adjoint ayant une mission complémentaire spécifique : 23,50% de l'indice brut 1015,
- Adjoints : 20,30% de l'indice brut 1015,
- Adjoints, ayant un mandat de vice-président à la communauté d'agglomération : 8,20% de l'indice brut 1015,
- Conseillers municipaux ayant une délégation territoriale et une délégation thématique : 29,40% de l'indice brut 1015,
- Conseillers municipaux délégués et ayant une mission complémentaire spécifique : 20,60% de l'indice brut 1015,
- Conseillers municipaux délégués : 11,90% de l'indice brut 1015,
- Conseillers municipaux : 6% de l'indice brut 1015,

Les majorations des indemnités du Maire et des Adjoints sont ouvertes au titre de chef-lieu d'arrondissement pour 20% et pour ville classée station de tourisme pour 25%, et s'envisagent non pas dans le calcul de l'enveloppe globale mais en complément au montant d'indemnités versées aux élus concernés.

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Une erreur s'étant glissée dans les modalités de calcul définies dans la délibération n° 2014-73, il convient de la rapporter et de délibérer sur une nouvelle répartition des taux et un tableau modifié des indemnités de fonction des élus.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 22 octobre 2014,

Je vous demande de bien vouloir :

- **RAPPORTER** la délibération n° 2014-73 du 24 avril 2014,
- **ADOPTER** l'enveloppe maximale des indemnités de fonction des élus à hauteur de 110% de l'indice brut 1015 et du produit de 44% de l'indice brut 1015 par le nombre de 17 adjoints,
- **FIXER**, conformément au tableau annexé à la présente délibération, le montant des indemnités de fonction, défini en lien avec les délégations attribuées, du maire, des adjoints titulaires d'une délégation, des conseillers municipaux titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :
 - Maire : 80% de l'indice brut 1015,
 - 1^{er} Adjoint : 25% de l'indice brut 1015,
 - Adjoint ayant une mission complémentaire spécifique : 23,50% de l'indice brut 1015,
 - Adjoints : 20,30% de l'indice brut 1015,
 - Adjoints, ayant un mandat de vice-présidents à la communauté d'agglomération : 8,20% de l'indice brut 1015,
 - Conseillers municipaux ayant une délégation territoriale et une délégation thématique : 29,40% de l'indice brut 1015,
 - Conseillers municipaux délégués et ayant une mission complémentaire spécifique : 20,60% de l'indice brut 1015,
 - Conseillers municipaux délégués : 11,90% de l'indice brut 1015,
 - Conseillers municipaux : 6% de l'indice brut 1015,

- **APPLIQUER** aux seuls Maire et Adjoints les majorations ouvertes au titre de chef-lieu d'arrondissement pour 20% et pour ville classée station de tourisme pour 25%,
- **ANNEXER** à la présente délibération le tableau de répartition des indemnités des élus,
- **DIRE** que les indemnités de fonction sont payées mensuellement à compter de l'entrée de fonction du Maire et du caractère exécutoire de la délégation des adjoints et conseillers, et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget, imputation budgétaire : chapitre 6531
- **TRANSMETTRE** au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.